

CADRE HARMONISE



CHIFFRES CLES

Oct-Nov-Déc 2023

Juin-Juillet-Aout 2024



Populations en situation difficile (Phase 3 à plus du CH)

Environ 2 318 639 personnes
8,87 % de la population totale

Environ 3 231 825 personnes
12,36 % de la population totale



Populations dans les régions les plus affectées nécessitant une action immédiate pour sauver leurs vies et protéger leurs moyens d'existence

Région	SITUATION COURANTE	SITUATION PROJETEE
Agadez	93 861	106 612
Diffa	166 560	214 550
Dosso	205 552	289 875
Maradi	325 282	499 862
Niamey	148 530	178 237
Tahoua	427 684	667 680
Tillabéri	572 250	789 917
Zinder	378 920	485 092
NIGER	2 318 639	3 231 825

FAITS SAILLANTS

A l'instar des dix-sept (17) pays de l'Afrique de l'ouest, le Niger a procédé en Novembre 2023 à l'évaluation de la sécurité alimentaire, pastorale et nutritionnelle avec l'outil "Cadre Harmonisé".

La situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale est caractérisée par :

- Une production céréalière 2023 en baisse de 14% par rapport à l'année 2022 et de 4% par rapport à la moyenne des cinq dernières années ;
- Une production fourragère 2023 globalement mauvaise surtout en zone pastorale.
- La poursuite de la perturbation du fonctionnement des marchés dans certaines zones localisées des régions de Diffa, Tillabéri, Tahoua et Maradi engendrant des hausses importantes des prix des denrées alimentaires ;
- Des TDE favorable à l'éleveur : Le rapport bétail/mil est de 109 kg de mil pour un bouc de plus d'un an, mais en baisse comparé à l'année passée et la moyenne des 5 dernières années, avec respectivement 134 kg et 140kg.
- Une situation Zoo-sanitaire globalement calme à part quelques foyers de charbon bactérien et la pasteurellose ;
- Un phénomène des feux de brousse dans les zones de bonnes productions fourragères , avec environ 6 817 TMS de pâturages consommés en 2023;
- Des inondations localisées ayant occasionné 52 pertes en vies humaines et 169 598 personnes sinistrées (contre 195 pertes en vies humaines et 327 343 sinistrés en 2022) ;
- Au niveau national, on dénombre 403 974 personnes déplacées internes en 2023 pour fait d'insécurité civile.

- Une situation nutritionnelle qui reste préoccupante avec 258 401 cas de malnutris aigus admis dans les services de santé dont 147 365 cas de modérés et 111 036 cas de sévères, pour la période d'aout à octobre 2023 ;
- Un embargo économique et financier imposé par la CEDEAO depuis le 30 juillet 2023 qui impacte négativement le ravitaillement du pays en produits alimentaires et pharmaceutiques.

MÉTHODOLOGIE ET LE PROCESSUS

L'analyse a été faite sur la base de la **nouvelle version 3.0** du cadre Harmonisé. Le cycle d'analyse de novembre 2023 est caractérisé par une disponibilité acceptable des données requises pour dérouler le processus.

Pour les indicateurs des résultats, l'enquête sites sentinelles (SCA, HDDS, HHS, rCSRI, ISAME) est la principale source utilisée. Elle a été organisée aussi dans les zones à accès limité et les indicateurs ont été calculés selon le statut des ménages.

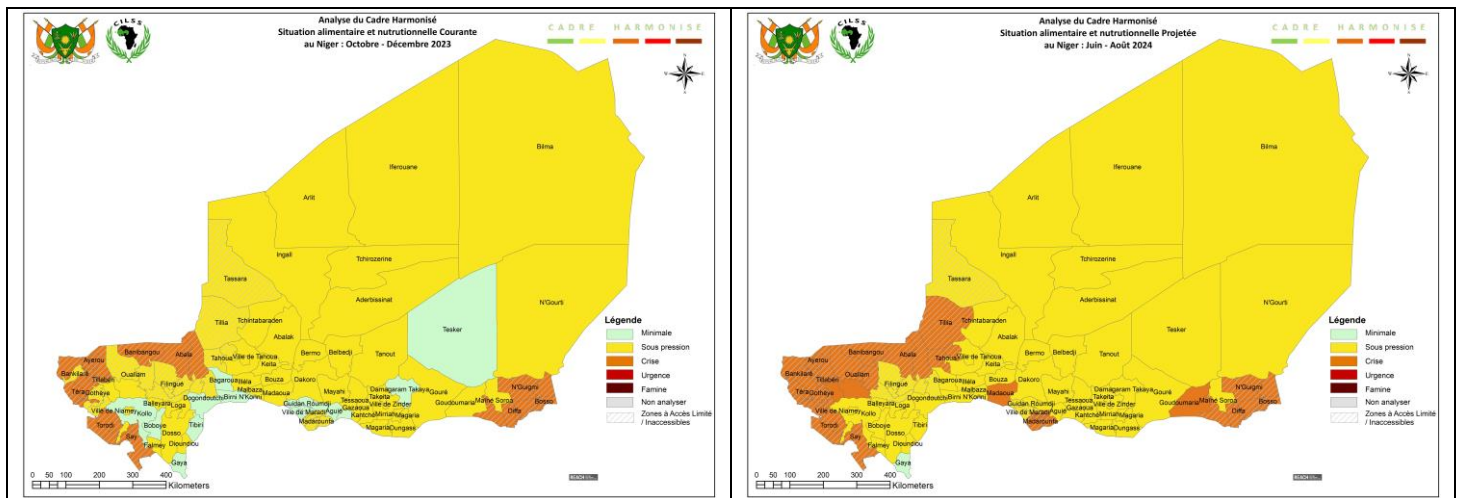
Pour le phasage des zones, trois résultats dont deux primaires (CA, EME) et une secondaire (NUTRITION) ont été utilisés.

Des informations sur certains facteurs contributifs relatifs aux conditions d'exposition aux risques et vulnérabilité et aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, utilisation et stabilité) ont été fournies avec les données sites sentinelles d'octobre 2023 et autres rapports de suivi situationnel des partenaires (SIMA, SIMB, Protection des végétaux, protection civile, Action humanitaire, SNU, ...) Pour la nutrition, les données historiques de l'enquête SMART des quatre dernières années ont été valorisées. Aussi, il faut souligner le manque de données sur la mortalité dans toutes les zones.

L'analyse CH de novembre 2023 a également valorisé des indicateurs genre qui ont été collectés lors l'enquête site sentinelles.

RESULTATS DE L'ANALYSE

CARTES DU CADRE HARMONISÉ - SITUATION COURANTE ET PROJETEE



APERCU DE LA SITUATION

Cette année l'analyse a mobilisé 123 participants dont 18 femmes représentant les structures suivantes :

- **Services techniques de l'Etat** : (DNP/GCA niveau national et régional, Membres GTI) ; SE/CNEDD, CNLA, MAH/GC
- **Institutions du SNU** : FAO, PAM, UNICEF, OCHA,
- **Institutions régionales CILSS** : CRA, PRAPS II
- **ONGs internationales**: ACF, FEWS NET; CARE, REACH, CONCERN, SCI
- **ONGs nationales** : CAPAN, AREN, APA, KARKARA, ONG A2N,
- **Organisations de la société civile**: ORCONI, APE, ASANN

Pour la situation courante ou post récolte (Octobre-Novembre-Décembre 2023) :

Il a été identifié **2 318 639 personnes**, soit 8,87% de la population totale (contre **1.044.331 personnes** en **Novembre 2022**) en insécurité alimentaire sévère (crise et plus) dont **42 921 personnes** en urgence alimentaire (contre 40 193 personnes en novembre 2022). Ces personnes sont réparties dans toutes les régions avec une forte concentration dans **11 zones** : Bosso AL, Diffa AL, Mainé AL, N'Guigmi AL, (région de Diffa), Abala AL, Ayorou AL, Banibangou AL, Say AL, Téra AL, Tillabéri AL, Torodi AL (région de Tillabéri). Dans

ces zones l'insécurité alimentaire sévère affecte au moins 20% de leurs populations.

Par ailleurs, environ 5 489 869 personnes sont en situation de stress ; c'est-à-dire que ces personnes ont une consommation alimentaire d'adéquation minimale mais ne sont pas capables de se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans s'engager dans des stratégies d'adaptation négatives irréversibles.

Pour la situation projetée (juin-juillet-août 2024) :

Il a été identifié **3 231 825 personnes** qui seraient en insécurité alimentaire sévère soit 12,36% de la population totale (crise et plus) pendant la soudure 2024 (contre **2 872 278 personnes pour la soudure 2023**) dont **95 359 personnes** en urgence alimentaire contre **135 074 personnes en 2023**.

Elles sont réparties dans toutes les zones avec une forte concentration dans **22 zones**, dont l'insécurité alimentaire sévère affecterait au moins 20% de leurs populations : Bosso AL, Diffa AL, Goudoumaria, Mainé AL, N'Guigmi AL, Ville de Diffa (**Région de Diffa**), Madarounfa AL (**Région de Maradi**), Tahoua AL, Tillia AL (**Région de Tahoua**) Abala AL, Ayorou AL, Banibangou, AL, Bankilaré AL, Gothèye AL, Ouallam AL, Ouallam accessible, Say AL, Téra AL, Tillabéri AL, Torodi AL (**Région de Tillabéri**).

Environ 6 696 350 personnes seraient en sous pression si des dispositions idoines ne sont pas prises.

COMMUNICATION GENRE

Les données de l'enquête sites sentinelles reflètent presque les mêmes réalités pour les Ménages dirigés par les Femmes (MD), que les ménages dirigés par les hommes. Cependant, le comportement de certains indicateurs, nous révèle que :

- La proportion des MDF (51,6%) ayant une consommation alimentaire pauvre et limite est légèrement supérieure à celle des MDH (43,9%).
- 59,8% des MDF ont un Score de Diversité alimentaire acceptable (5 et plus groupes d'aliments) contre 66,7% des MDH
- 75,0% des MDF consacrent plus de 75% de leurs revenus aux dépenses alimentaires
- 69,4% des MDF ne possédant aucun UBT contre 45% des MDH
- Enfin, les ménages Dirigés par les femmes ont été plus touchés par des chocs liés à l'Inondations (27,9%), l'Insécurité / vols (24,6%), Remboursement de dettes (14,2%), Augmentation des prix des intrants agricoles (12,5%) et Chômage de longue durée (6,7%).

LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Les principales causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont :

- Des baisses de productions agricoles et pastorales dues aux longues séquences sèches observées au cours de la campagne, les infestations et surtout l'arrêt précoce des pluies dans plusieurs localités ;
- Une insécurité civile qui continue d'impacter les productions agricoles, pastorales et les autres moyens d'existence dans les régions de Tillabéri et Diffa, Nord Tahoua et Sud Maradi ;
- Les événements climatiques sévères, notamment les inondations et les feux de brousse ;
- La hausse/flambée des prix des denrées alimentaires par rapport à la moyenne quinquennale ;
- Le faible accès des populations à l'eau potable ;
- L'insuffisance de prévention de la malnutrition infantile.

Recommandations :

Le gouvernement et les partenaires sont invités à prendre les mesures idoines pour :

- Anticiper une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux personnes en urgence et crise alimentaire ;
- Accélérer et renforcer l'opération « vente des céréales et aliment bétail à prix modéré » pour les populations en sous pression afin de leur éviter de basculer en insécurité alimentaire sévère ;
- Renforcer des activités de filets sociaux de sécurité au profit des vulnérables pour leur garantir une consommation alimentaire acceptable et protéger leurs moyens d'existence, avec un accent particulier sur les femmes et les groupes à besoins spécifiques ;
- Renforcer la mise en œuvre des activités ANJE (alimentation du nourrisson et du jeune enfant) ;
- Renforcer les activités de prévention de l'anémie ciblant les enfants, les adolescentes et les femmes enceintes ;
- Renforcer les systèmes de collecte de données avec des financements assurés essentiellement par l'Etat ;
- Poursuivre le renforcement des capacités (formation en CH et genre) des membres de la CNA (cadres nationaux et partenaires).